

CA1  
YX 2  
- 81C51

# CONSTITUTIONAL ACCORD

## Canadian Patriation Plan

April 16, 1981  
Ottawa



CA1  
YX2  
-81C51



PROCEDURE DE MODIFICATION  
DE LA  
CONSTITUTION DU CANADA

Texte et notes explicatives

Ottawa  
Le 16 avril 1981



Digitized by the Internet Archive  
in 2024 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119736148>



## PARTIE A

### PROCEDURE DE MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DU CANADA

#### NOTES EXPLICATIVES

##### Observations générales

La procédure de modification intégrée au Projet canadien de rapatriement de la Constitution adoptée par huit premiers ministres provinciaux le 16 avril 1981, à Ottawa, a été formulée suite à des pourparlers intensifs entre les gouvernements de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de l'Ile-du-Prince-Edouard, du Manitoba, de la Nouvelle-Ecosse, du Québec, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve.

Plusieurs principes importants ont présidé à la mise au point de cette formule:

1. toute modification de la Constitution du Canada doit être soumise à l'approbation du Parlement du Canada, sauf celles relatives à la constitution interne d'une province;
2. la formule de modification doit reconnaître l'égalité constitutionnelle des provinces comme partenaires égaux au sein de la Confédération;
3. la formule de modification doit protéger la diversité du Canada;
4. aucune modification constitutionnelle retirant aux provinces une compétence législative ou un droit de propriété attribués par la Constitution ne doit être imposée aux provinces qui s'y opposent;
5. la procédure de modification doit faire montre d'équilibre et n'être ni trop souple ni trop rigide;
6. certaines modifications ont une importance telle que les onze gouvernements doivent les approuver.

Au cours de leurs pourparlers, les provinces ont reconnu la nécessité de disposer de plus d'un mode d'amendement. En conséquence, la procédure prévoit diverses méthodes de modifier la constitution, qui varient en fonction de la nature de l'amendement à apporter.

Les onze articles de la partie A intitulée - "Procédure de modification de la Constitution du Canada" exposent en détail les modalités suivant lesquelles les divers amendements pourront être apportés à la Constitution. Les dispositions de cette Partie remplaceraient à la fois les procédures restreintes de modification actuellement prévues aux articles 91(1) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB) et le pouvoir résiduaire du Parlement du Royaume-Uni de modifier certains aspects de la Constitution canadienne.

Cette procédure de modification ne s'appliquerait pas seulement à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique adopté en 1867 et aux modifications subséquentes, mais aussi aux autres parties de la Constitution du Canada, notamment aux lois et aux décrets constitutionnels concernant l'entrée de certaines provinces dans la Confédération, comme la loi de 1870 sur le Manitoba, les Conditions de l'adhésion de la Colombie-Britannique de 1871 et de l'Ile-du-Prince-Edouard de 1873, la loi de 1905 sur l'Alberta,



la Loi de 1905 sur la Sskatchewan et les Conditions de l'adhésion de Terre-Neuve de 1949.

La procédure de modification présente de nombreux avantages par rapport à la formule proposée par le gouvernement fédéral:

1) elle reconnaît l'égalité constitutionnelle des provinces sur le plan juridique; 2) elle accorde au Sénat un droit de veto suspensif plutôt qu'un droit de veto absolu sur la modification de la Constitution; 3) elle retranche la disposition référendaire qu'un grand nombre de provinces jugeaient incompatible avec le système fédéral canadien.

PARTIE A

PROCEDURE DE MODIFICATION DE LA  
CONSTITUTION DU CANADA

NOTES EXPLICATIVES

1. (1) Une modification peut être apportée à la Constitution du Canada par une proclamation émise par le Gouverneur général portant le Grand Sceau du Canada, lorsqu'il est autorisé à le faire par:

(a) une résolution du Sénat et de la Chambre des Communes;

et

(b) une résolution de l'assemblée législative des deux-tiers des provinces qui représentent au moins cinquante pour cent de la population du Canada d'après le dernier recensement décennal.

(2) Une modification effectuée en vertu du paragraphe (1) qui diminue la compétence législative, les droits de propriété ou tout autre droit ou privilège de la Législature ou du gouvernement d'une province requiert une résolution adoptée à la majorité des membres du Sénat, de la Chambre des Communes et du nombre requis d'assemblées législatives.

1. (1) Cet article énonce la procédure générale de modification. Cette procédure serait applicable à toute modification de la Constitution du Canada, à moins qu'une autre ne soit prévue par d'autres dispositions de la Partie A.

La procédure générale exige que toute modification soit entérinée par le Parlement du Canada et par les assemblées d'au moins sept provinces qui représentent au moins 50% de la population totale de l'ensemble des provinces.

(2) Une modification qui diminue les droits ou pouvoirs provinciaux doit obtenir l'appui de la majorité de l'ensemble des membres des diverses assemblées dont le consentement est requis: Sénat, Chambre des Communes et Législatures.



## PROCEDURE

- (3) Une modification effectuée en vertu du paragraphe (1) qui diminue la compétence législative, les droits de propriété ou tout autre droit ou privilège de la Législature ou du gouvernement d'une province est sans effet dans une province dont l'assemblée législative, avant l'émission de la proclamation, a exprimé sa dissidence à l'égard de cette modification par voie de résolution adoptée à la majorité des membres de cette assemblée. L'assemblée, peut ensuite, par voie de résolution adoptée à la même majorité, retirer sa dissidence et approuver la modification.

## NOTES

- (3) Si une modification proposée en vertu de la formule générale d'amendement diminuait les pouvoirs législatifs, les droits de propriété ou tout autre droit ou privilège de la Législature ou du gouvernement d'une province, chaque province aurait deux décisions à prendre:
- (a) approuver ou non cette modification, et
  - (b) lorsqu'une modification est approuvée conformément au paragraphe (1), conserver ou non ses pouvoirs, droits ou privilèges en se soustrayant à l'application de cette modification dans la province. Cette dissidence s'exprime par une résolution adoptée à la majorité de l'ensemble des membres de l'assemblée. Cette procédure est couramment désignée par l'expression "opting out". Une province qui entend exercer son droit d'"opting out" doit le faire avant la proclamation de la modification. De plus, le droit d'"opting out" s'applique seulement lorsque la modification proposée porte atteinte ou diminue les pouvoirs législatifs, les droits de propriété ou tout autre droit ou privilège de la Législature ou du gouvernement d'une province. Les droits de propriété comprennent tant les biens que les richesses naturelles. D'une façon générale, ces pouvoirs, droits et privilèges sont conférés aux provinces par les ar-

PROCEDURE

NOTES

articles 92, 93 et 109 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. En bref, une province ne peut empêcher l'adoption d'un amendement accepté par au moins sept autres provinces et le gouvernement fédéral. Par contre, cette province ne pourrait se voir imposer une modification qu'elle ne désire pas.

2. (1) Aucune proclamation ne sera émise en vertu de l'article 1 avant l'échéance d'un délai d'un an à compter de l'adoption de la première résolution amorçant la procédure de modification, à moins que l'Assemblée législative de chaque province n'ait auparavant adopté une résolution d'assentiment ou de dissidence.

(2) Aucune proclamation ne sera émise en vertu de l'article 1 au terme des trois années suivant la date d'adoption de la résolution amorçant la procédure de modification.

(3) Le gouvernement du Canada doit, compte tenu du présent article, demander au Gouverneur général d'émettre une proclamation immédiatement après l'adoption des résolutions prévues par la présente Partie.

2. (1) Cette disposition est destinée à empêcher qu'une modification n'entre en vigueur avant qu'il ne se soit écoulé un an après le début de la procédure à moins que toutes les provinces n'aient exprimé leur position par voie de résolution avant l'expiration de ce délai et qu'elles n'aient donné leur consentement. Ainsi, aucun amendement ne peut être fait avant que toutes les Législatures n'aient eu l'occasion de statuer sur l'amendement proposé.

(2) Cette disposition vise à assurer qu'une modification reçoive les approbations nécessaires dans un délai raisonnable à partir du début des procédures, à défaut de quoi elle devient caduque.

(3) Cette disposition vise à assurer la proclamation d'un amendement lorsqu'il a reçu les approbations requises.



PROCEDURE

NOTES

3. Lorsqu'une province exprime sa dissidence à l'égard d'une modification qui confère une compétence législative au Parlement, le gouvernement du Canada doit assurer une compensation raisonnable au gouvernement de cette province, en tenant compte du coût per capita de l'exercice de cette compétence dans les provinces qui ont approuvé la modification.

4. Une modification à la Constitution portant sur une disposition qui s'applique à une ou plusieurs provinces, mais non à la totalité d'entre elles, y compris la modification des frontières des provinces ou l'usage de l'anglais ou du français dans une province, ne peut être faite que par voie de proclamation du Gouverneur général portant le Grand Sceau du Canada autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des Communes et de l'Assemblée législative de chaque province à laquelle s'applique la modification.

3. Lorsque, en vertu de l'article 1 (2), une province exprime sa dissidence relativement à un amendement qui confère au Parlement fédéral une compétence jusqu'alors provinciale, la présente disposition exige que le gouvernement fédéral fournisse une compensation raisonnable au gouvernement de cette province. Cette compensation est déterminée d'après ce qu'il en coûte par habitant au gouvernement fédéral pour exercer cette compétence dans les provinces qui ont approuvé l'amendement.

Cette disposition sert à éviter que les résidents d'une province où l'amendement n'est pas appliqué n'aient à payer deux fois pour un même service: une première fois sous forme d'impôt fédéral, une seconde fois sous forme d'impôt au gouvernement provincial qui continue à exercer la compétence.

4. Le but de la présente disposition est de permettre au Parlement du Canada et à l'Assemblée d'une ou plusieurs provinces, d'amender la Constitution à l'égard de toute disposition touchant non pas la totalité, mais une ou plusieurs provinces. De tels amendements n'exigeraient que l'approbation des Assemblées provinciales concernées et du Parlement. A titre d'exemple de ce type de dispositions, on peut mentionner la Loi sur le Manitoba, les Conditions de l'adhésion de l'Ile-du-Prince-Edouard et de la Colombie-Britannique au Canada, la Loi sur la Saskatchewan, la Loi sur l'Alberta et les Conditions de l'adhésion de Terre-Neuve au Canada.

Des modifications aux frontières entre les provinces pourraient aussi être apportées en vertu de cet article et pourraient être adoptées avec l'approbation du Parlement du Canada et des Assemblées législatives des provinces concernées.



PROCEDURE

NOTES

Tout amendement à la Constitution ayant trait à l'usage des langues anglaise ou française dans une province pourrait être apporté par résolution de l'Assemblée de la province intéressée et par le Parlement fédéral. Cette disposition s'appliquerait aux éléments de l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui touchent le Québec ainsi qu'aux dispositions concernant la langue contenues dans la Loi sur le Manitoba.

En sens inverse, cette disposition permettrait de rendre l'article 133 applicable à une province où il ne s'applique pas présentement et qui souhaiterait qu'il s'y applique.

5. Une modification peut être apportée sans résolution du Sénat autorisant l'émission de la proclamation si, dans les cent quatre-vingts jours suivant l'adoption par la Chambre des Communes d'une résolution qui en autorise l'émission, le Sénat n'a pas adopté cette résolution et si, après l'expiration de ces cent quatre-vingts jours, la Chambre des Communes a de nouveau adopté la résolution. La période au cours de laquelle le Parlement est prorogé n'est pas comprise dans le calcul des cent quatre-vingts jours.
6. (1) L'initiative de la procédure de modification appartient au Sénat, à la Chambre des Communes, ou à l'Assemblée législative d'une province.
- (2) Une résolution autorisant une modification peut être révoquée en tout temps avant l'émission de la proclamation.
5. En vertu de cette disposition, le Sénat du Canada ne jouira que d'un droit de veto suspensif sur les modifications constitutionnelles. Si le Sénat refuse ou néglige d'autoriser l'émission d'une proclamation dans les cent quatre-vingts jours suivant l'adoption d'une résolution à cet effet par la Chambre des Communes, la modification pourra être adoptée, si la question est de nouveau soumise à la Chambre des Communes et adoptée par elle.
6. (1) Aucune explication nécessaire.
- (2) Cet article permet à l'une ou l'autre des Chambres du Parlement ou à toute Assemblée provinciale de révoquer sa résolution d'approbation avant la proclamation de la mise en vigueur de l'amendement proposé. Cependant, une fois la proclamation émise, la résolution d'approbation ne peut être révoquée.

PROCEDURE

6. (3) Une résolution de dissidence peut être révoquée en tout temps avant ou après l'émission de la proclamation.
7. Sous réserve des articles 9 et 10, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif du gouvernement du Canada, au Sénat et à la Chambre des Communes.
8. Sous réserve de l'article 9, la Législature de chaque province a compétence exclusive pour modifier la constitution de la province.

NOTES

6. (3) Cette disposition autorise la révocation de toute résolution de dissidence en tout temps avant ou après l'émission d'une proclamation. Cette disposition a pour but de permettre aux provinces qui ont exprimé leur dissidence au sujet d'une modification de renoncer subséquemment à leur dissidence et d'être assujetties à la modification.
7. Cette disposition permet au Parlement, agissant seul, de modifier les articles de la Constitution du Canada qui se rapportent uniquement au pouvoir exécutif fédéral, au Sénat ou à la Chambre des Communes. Certains éléments de quelques institutions utiles au maintien de l'équilibre fédéral-provincial, telles que le Sénat et la Cour suprême, sont traités aux articles 9 et 10. La présente disposition est destinée à remplacer l'article 91 (1) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.
8. Cette disposition permet à la Législature d'une province, de sa propre autorité, de modifier la constitution provinciale et a pour but de remplacer l'article 92 (1) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. La charge de lieutenant-gouverneur demeure une exception à cette disposition.

PROCEDURE

NOTES

9. Une modification à la constitution du Canada relative aux matières suivantes ne peut être apportée que par proclamation émise par le Gouverneur général portant le Grand Sceau du Canada lorsqu'il est autorisé à le faire par des résolutions du Sénat, de la Chambre des Communes et de l'Assemblée législative de chaque province:

- (a) la charge de Reine, celle de gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur;
- (b) le droit d'une province d'avoir à la Chambre des Communes un nombre de députés au moins égal au nombre de sénateurs représentant la province au moment où la présente disposition entre en vigueur;
- (c) l'usage des langues anglaise ou française sous réserve de ce qui est prévu à l'article 4;
- (d) la composition de la Cour Suprême du Canada;
- (e) la modification de la présente Partie.

9. Cet article reconnaît que quelques sujets sont d'une importance tellement fondamentale que des modifications les affectant devraient recevoir l'approbation de toutes les Assemblées provinciales et du Parlement.

- (a) Aucune explication nécessaire.
- (b) Ce paragraphe maintient la protection accordée aux provinces par l'article 51 A) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.
- (c) Cette disposition prévoit que tout changement à la Constitution relatif à l'usage des langues anglaise ou française, soit dans les institutions du gouvernement fédéral, soit dans l'ensemble du pays, requiert l'approbation unanime du Parlement et de toutes les Assemblées.
- (d) Ce paragraphe assurerait que la Cour Suprême du Canada soit composée de juges dont une partie proviendraient du Barreau ou d'une Cour du Québec et auraient, par conséquent, une formation en droit civil. Les autres dispositions relatives à la Cour Suprême du Canada sont énoncées à l'article 10.
- (e) Ce paragraphe prévoit qu'une modification de la formule d'amendement elle-même requiert l'approbation unanime du Parlement et de toutes les Assemblées provinciales.



PROCEDURE

NOTES

10. Les dispositions de la Constitution du Canada relatives aux matières suivantes ne peuvent être modifiées que conformément à la procédure prévue à l'article 1, paragraphe 1, de la présente Partie, et les paragraphes 2 et 3 de cet article ne s'appliquent pas:

- (a) le principe de la représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des Communes;
- (b) les pouvoirs du Sénat et la procédure de sélection de ses membres;
- (c) le nombre de membres par lesquels chaque province a droit d'être représentée au Sénat et les conditions de résidence des sénateurs;
- (d) la Cour suprême du Canada, sous réserve du paragraphe (d) de l'article 9;

10. Les dispositions de la Constitution portant sur les sujets mentionnés à l'article 10 peuvent être modifiées après approbation: 1) de la Chambre des Communes et du Sénat et 2) d'au moins sept provinces représentant ensemble au moins 50% de la population totale de toutes les provinces d'après le dernier recensement décennal. Les modifications prévues à cet article sont d'application générale: les provinces ne peuvent exercer leur droit de retrait à leur égard.

- (a) Aucune explication nécessaire.
- (b) Aucune explication nécessaire.
- (c) Aucune explication nécessaire.
- (d) Cette disposition porte sur les modifications relatives à la Cour suprême du Canada, à l'exclusion de sa composition dont traite l'article 9, paragraphe (d). La Cour suprême du Canada a été créée par une loi du Parlement fédéral en vertu de l'article 101 de l'AANB et non par la Constitution elle-même. Les modifications relatives à la Cour suprême s'appliqueraient à l'ensemble du Canada.

PROCEDURE

- (e) l'extension des provinces existantes dans les Territoires;
  - (f) malgré toute autre disposition ou pratique, la création de nouvelles provinces;
11. Dans les quinze ans qui suivront la promulgation de la présente Partie, le Premier ministre du Canada convoquera une conférence constitutionnelle au cours de laquelle les Premiers ministres des provinces et lui-même reverront la procédure de modification de la Constitution du Canada.

NOTES

- (e) et (f) La modification des frontières provinciales est traitée à l'article 4.  
L'extension des provinces existantes et la création de nouvelles provinces sont traitées aux paragraphes (e) et (f).
11. Cet article prévoit que les Premiers ministres du Canada devront se rencontrer avant quinze ans pour revoir la procédure de modification de la Constitution. Il s'agit d'une exigence minimale qui n'empêche nullement la tenue d'autres conférences constitutionnelles.

PARTIE B

DELEGATION DE COMPETENCE LEGISLATIVE

NOTES EXPLICATIVES

Commentaires généraux

La Partie B permet la délégation d'une compétence législative d'un ordre de gouvernement à un autre, pratique qui n'est pas prévue dans l'AANB. La délégation de compétence législative ajouterait beaucoup de flexibilité au système constitutionnel canadien et pourrait réduire les chevauchements de services.

Cette Partie permettrait au Parlement du Canada de consentir à l'adoption d'une loi provinciale dans un domaine ressortissant à la compétence du gouvernement fédéral. Réciproquement, elle permettrait à une ou plusieurs provinces de consentir à l'adoption d'une loi fédérale dans un domaine ressortissant à la compétence des provinces. Une disposition prévoit qu'un tel consentement peut être donné non seulement pour une loi en particulier mais pour l'ensemble des lois dans un domaine donné de compétence. Lorsqu'il y a délégation, une compensation monétaire doit être versée aux gouvernements exerçant le pouvoir délégué.

On croit que la délégation de compétence législative permettrait de mettre à l'essai un éventuel transfert de compétence dans un domaine avant de procéder d'une façon plus générale par la formule de modification elle-même. Enfin, une délégation de compétence peut être révoquée sur préavis de deux ans.



DELEGATION DE COMPETENCE  
LEGISLATIVE

NOTES EXPLICATIVES

1. Malgré toute disposition de la Constitution du Canada, le Parlement peut adopter une loi relative à une matière ressortissant à la compétence d'une province lorsque, avant l'adoption de cette loi, la Législature d'au moins une province a consenti à l'application de cette loi dans la province.
  2. Une loi adoptée en vertu de l'article 1 ne s'applique dans une province qu'avec le consentement de sa Législature.
  3. La Législature d'une province peut adopter une loi relative à une matière ressortissant à la compétence du Parlement du Canada lorsque, avant l'adoption de cette loi, le Parlement a consenti à son adoption par la Législature de cette province.
  4. Le consentement donné en vertu de la présente Partie peut se rapporter à une loi en particulier ou à l'ensemble des lois relatives à une matière.
1. Cet article permet qu'une ou plusieurs provinces consentent à ce que le Parlement adopte une loi dans un domaine ressortissant à la compétence des provinces.
  2. Les lois adoptées par le Parlement fédéral en vertu de l'article 1 ne s'appliquent que dans les provinces qui y ont donné leur accord.
  3. Cet article est la réciproque de l'article 1. Il permet au Parlement de consentir à ce qu'une ou plusieurs provinces adoptent une loi dans un domaine de compétence fédérale.
  4. Cet article stipule que la délégation peut concerner une matière constitutionnelle dans son ensemble ou simplement une loi en particulier.

DELEGATION DE COMPETENCE  
LEGISLATIVE

NOTES EXPLICATIVES

5. Le consentement donné en vertu de la présente Partie peut être retiré sur préavis de deux ans, et

- (a) lorsque le consentement a été donné en vertu de l'article 1, toute loi du Parlement à laquelle ce consentement est relié cesse alors de s'appliquer dans la province qui a retiré son consentement mais le retrait du consentement n'affecte pas l'application de cette loi dans les autres provinces;
- (b) lorsque le consentement a été donné en vertu de l'article 3, une loi adoptée par le Législatrice d'une province à laquelle le consentement est relié cesse alors de s'appliquer.

5. Cet article prévoit que la délégation de compétence peut être retirée pourvu qu'un avis soit donné deux ans au préalable. Au terme de ces deux années, la loi cesse de s'appliquer dans les provinces qui ont retiré leur consentement. Lorsqu'une délégation est faite par plusieurs provinces au Parlement du Canada, la loi fédérale ne cesse de s'appliquer que dans les provinces qui ont retiré leur consentement.

DELEGATION DE COMPETENCE  
LEGISLATIVE

NOTES EXPLICATIVES

6. Lorsqu'une délégation de compétence législative a été faite par le Parlement à la Législature d'une province, le gouvernement du Canada doit fournir une compensation raisonnable au gouvernement de cette province, en tenant compte des coûts per capita de l'exercice de cette compétence.

7. Lorsqu'une délégation de compétence législative a été faite par la Législature d'une province au Parlement, le gouvernement de la province doit fournir une compensation raisonnable au gouvernement du Canada en tenant compte des coûts per capita de l'exercice de cette compétence.

6. et 7. Les articles 6 et 7 sont des articles réciproques qui prévoieraient que l'ordre de gouvernement qui acquiert le droit d'adopter une loi par le moyen de la délégation a le droit de recevoir une compensation raisonnable de l'autre ordre de gouvernement pour l'exercice de cette compétence. La définition de "compensation raisonnable" doit tenir compte du coût per capita de l'exercice de cette compétence.



COMMUNIQUE

Le 16 avril 1981

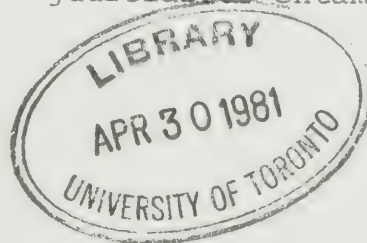
Ottawa - Les Premiers ministres de huit provinces canadiennes ont signé aujourd'hui un nouveau et historique projet canadien de rapatriement, qui comprend une formule d'amendement de la Constitution.

L'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec et la Saskatchewan sont parties à "l'Accord constitutionnel: Projet canadien de rapatriement de la Constitution".

Ce projet prévoit le rapatriement de la Constitution et, en tant que partie intégrante du projet, l'acceptation d'une formule d'amendement qui garantirait que tous les amendements futurs se feraient au Canada.

Aux termes de cet accord, les provinces signataires conviennent:

- de rapatrier rapidement la Constitution du Canada;
- d'adopter une nouvelle formule d'amendement de la Constitution canadienne;
- de s'engager dans des négociations intensives sur le renouvellement de la Constitution pendant les trois prochaines années, en se servant de la nouvelle formule d'amendement; et
- de mettre fin aux procédures judiciaires entamées à cet égard.





Le projet canadien de rapatriement est toutefois subordonné au retrait, par le gouvernement du Canada, du projet d'adresse commune sur la Constitution.

En vertu du projet canadien de rapatriement, le Parlement du Royaume-Uni mettrait fin à la tutelle qu'il exerce sur l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, sans pour autant que les excellentes relations qu'il entretient depuis toujours avec le Canada en souffrent.

La nouvelle formule d'amendement allie souplesse et stabilité; il s'agit là d'un aspect primordial de l'accord.

En vertu de la formule, toutes les modifications de la Constitution doivent recevoir l'approbation du Parlement du Canada, sauf celles qui ont trait à la constitution interne d'une province.

La plupart des modifications nécessiteraient l'approbation des assemblées législatives des deux tiers des provinces (sept), représentant au moins 50 pour cent de la population des dix provinces. Cette formule consacre l'égalité juridique de toutes les provinces.





Lorsqu'une modification diminue ses droits, ses privilèges ou ses pouvoirs, une province peut choisir de conserver ces droits, privilèges ou pouvoirs si elle obtient l'assentiment de la majorité de son assemblée législative; elle aurait alors droit à une indemnisation satisfaisante.

Le consentement de toutes les assemblées provinciales serait nécessaire pour un nombre limité de questions importantes, notamment celles qui concernent la Couronne, la représentation parlementaire, la langue et la composition de la Cour suprême.

Cette formule d'amendement est manifestement préférable, pour tous les Canadiens, à celle que propose le gouvernement fédéral parce qu'elle:

- \* reconnaît l'égalité des provinces au sein du Canada;
- \* évite la nécessité d'un référendum pour choisir une formule d'amendement ou pour modifier la constitution;
- \* élimine le droit de veto absolu que le gouvernement fédéral propose de donner au Sénat sur la réforme constitutionnelle, notamment sur celle du Sénat.

Les Premiers ministres ont convenu que, de concert avec le gouvernement fédéral, ils pourraient immédiatement établir un ordre du jour pour la réforme constitutionnelle. Cet ordre du jour comprendrait tous les sujets qui ont été abordés pendant les conférences constitutionnelles de l'été dernier.





Les huit Premiers ministres ont souligné que leur accord sur la constitution canadienne démontre de façon claire et positive qu'il est possible de faire avancer sensiblement la question constitutionnelle si toutes les parties intéressées l'abordent avec sincérité et bonne volonté.

Les Premiers ministres sont disposés à soumettre le projet à leurs assemblées législatives respectives dès que le Premier ministre du Canada l'aura accepté.

En travaillant ensemble, ont déclaré les Premiers ministres, les gouvernements fédéral et provinciaux ont maintenant l'occasion d'élaborer une constitution moderne et typiquement canadienne.

Les documents précisant les détails de l'Accord et de la formule d'amendement sont envoyés simultanément au Premier ministre du Canada et aux Premiers ministres de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, pour qu'ils les étudient attentivement.

Les huit Premiers ministres attendent maintenant que le Premier ministre du Canada convoque une conférence constitutionnelle.



CAI  
YX 2  
5/51



ACCORD CONSTITUTIONNEL

PROJET CANADIEN DE RAPATRIEMENT  
DE LA CONSTITUTION

Le 16 avril 1981  
Ottawa





ACCORD CONSTITUTIONNEL  
PROJET CANADIEN DE RAPATRIEMENT  
DE LA CONSTITUTION

ATTENDU que le Canada est un pays développé et indépendant doté d'un système fédéral de gouvernement;

ATTENDU que le Parlement du Royaume-Uni a conservé, à la demande du Gouvernement du Canada et avec l'assentiment des Provinces, le pouvoir résiduaire de modifier certaines parties des Actes de l'Amérique du Nord britannique lorsqu'il reçoit une demande appropriée du Canada;

ATTENDU qu'il est convenable et opportun que la Constitution du Canada puisse dans son ensemble être modifiée exclusivement au Canada;

ATTENDU que le plein exercice de la souveraineté du Canada exige une procédure canadienne de modification de la constitution qui respecte le caractère fédéral du Canada;

EN CONSÉQUENCE, les Gouvernements parties au présent Accord sont convenus:

- 1 - de rapatrier la Constitution du Canada en proposant les mesures requises au Parlement du Canada et aux Législatures des Provinces;
- 2 - d'inclure, comme partie intégrante de ce rapatriement, la formule de modification ci-annexée comme moyen de procéder, à l'avenir, à toute modification de la Constitution du Canada;





3 - de s'engager dans des négociations intensives portant sur le renouvellement de la constitution, pendant les trois prochaines années, en ayant recours à la nouvelle formule d'amendement; à cette fin un ordre du jour sera déterminé dans les plus brefs délais après la conclusion du présent Accord;

4 - de retirer les procédures judiciaires engagées au Canada relatives au projet d'Adresse conjointe sur la Constitution soumis au Parlement fédéral.

Le Projet canadien de rapatriement de la Constitution est assujéti à la condition que le Gouvernement du Canada retire le projet d'Adresse conjointe sur la Constitution actuellement devant le Parlement et souscrive au présent Accord.

Les Provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario sont invitées à adhérer à cet Accord.

Fait à Ottawa, le 16 avril 1981.

La signature au nom des Gouvernements mentionnés ci-dessous sera suivie de la ratification par les Législatures ou Assemblée nationale.

ALBERTA

Peter Lougheed, Premier ministre

COLOMBIE-BRITANNIQUE

William R. Bennett, Premier ministre



MANITOBA

---

Sterling R. Lyon, Premier ministre

TERRE-NEUVE

---

Brian A. Peckford

NOUVELLE-ECOSSE

---

John M. Buchanan, Premier ministre

ILE-DU-PRINCE-EDOUARD

---

J. Angus Maclean, Premier ministre

QUÉBEC

---

René Lévesque, Premier ministre

SASKATCHEWAN

---

Allan E. Blakeney, Premier ministre





AU NOM DU GOUVERNEMENT DE:

NOUVEAU-BRUNSWICK

Richard B. Hatfield, Premier ministre

ONTARIO

William G. Davis, Premier ministre

ACCEPTÉ AU NOM DU GOUVERNEMENT DU CANADA:

Pierre E. Trudeau, Premier ministre



CAI  
783  
81251

Government  
Publication

AMENDING FORMULA  
FOR THE  
CONSTITUTION OF CANADA

Text and Explanatory Notes



Ottawa  
April 16, 1981





PART A

AMENDING FORMULA FOR THE CONSTITUTION OF CANADA

EXPLANATORY NOTES

General Comment

The amending formula which is part of the Canadian patriation plan agreed to by eight governments in Ottawa on April 16, 1981, is the result of intensive discussions among the governments of Alberta, British Columbia, Manitoba, Newfoundland, Nova Scotia, Prince Edward Island, Quebec and Saskatchewan.

In developing the formula several important principles were recognized:

1. All amendments to the Constitution of Canada, except those related to the internal constitution of the provinces, require the agreement of the Parliament of Canada.
2. Any formula must recognize the constitutional equality of provinces as equal partners in Confederation.
3. Any amending formula must protect the diversity of Canada.
4. Any constitutional amendment taking away an existing provincial area of jurisdiction or proprietary right should not be imposed on any province not desiring it.
5. Any amending formula must strike a balance between stability and flexibility.
6. Some amendments are of such fundamental importance to the country that all eleven governments must agree.

During discussions, it was recognized that more than one method of amending the Constitution would be necessary. Accordingly, this formula contains different methods depending on the nature of the amendment.

The eleven sections described as "Part A - Amending Formula for the Constitution of Canada" are designed to contain a full and complete procedure for the future amendment of the Constitution of Canada in all respects. The provisions contained in Part A would replace both the limited amending formulas now contained in sections 91(1) and 92(1) of the B.N.A. Act as well as the United Kingdom Parliament's residual responsibility for amending certain aspects of the Canadian Constitution.

This amending formula would apply not only to the B.N.A. Act, 1867, and amendments made to it since that date, but also to the other parts of the Constitution of Canada, including the constitutional statutes and Orders-in-Council which relate to the entry into Canada of particular provinces, for example, The Manitoba Act, 1870, the Terms of Union admitting British Columbia in 1871, and Prince Edward Island in 1873, The Alberta Act, 1905, The Saskatchewan Act, 1905, and the Terms of Union with Newfoundland, 1949.

This amending formula is clearly preferable to the one proposed by the federal government for a number of reasons:

1) it recognizes the constitutional equality of each of Canada's provinces; 2) it gives the Senate only a suspensive rather than an absolute veto over constitutional amendment; 3) it omits the referendum provision opposed by many as being inappropriate to the Canadian federal system.

PART A

AMENDING FORMULA FOR THE  
CONSTITUTION OF CANADA

EXPLANATORY NOTES

1. (1) Amendments to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada when so authorized by:
  - (a) resolutions of the Senate and House of Commons; and
  - (b) resolutions of the Legislative Assemblies of at least two-thirds of the provinces that have in the aggregate, according to the latest decennial census, at least fifty per cent of the population of all of the provinces
- (2) Any amendment made under subsection (1) derogating from the legislative powers, the proprietary rights or any other rights or privileges of the Legislature or government of a province shall require a resolution supported by a vote of a majority of the Members of each of the Senate, of the House of Commons, and of the requisite number of Legislative Assemblies.
- (3) Any amendment made under subsection (1) derogating from the legislative powers, the proprietary rights, or any other rights or privileges of the Legislature or government of a Province shall not have effect in any province whose Legislative Assembly has expressed its dissent thereto by resolution supported by a majority of the Members prior to the issue of the proclamation, provided, however, that Legislative Assembly, by resolution supported by a majority of the Members, may subsequently withdraw its dissent and approve the amendment.

1. (1) This provision is known as the general amending formula. It would apply to all amendments to the Constitution of Canada unless another method of amendment is specifically provided for elsewhere in Part A.

This provision requires that an amendment be supported by the Parliament of Canada and by at least seven provincial Legislatures representing at least 50% of the total population of all of the provinces.

- (2) Any amendment which diminishes provincial rights or powers must be supported by a majority of the actual membership of each of the Senate, the House of Commons, and the requisite number of Legislatures.
- (3) If an amendment, proposed under the general amending formula, would diminish the existing legislative powers, proprietary rights or any other rights or privileges of provincial Legislatures or governments, a province has two decisions to make:
  - (a) whether or not to approve the amendment, and
  - (b) if the amendment is approved under subsection (1), whether to retain its existing powers, rights or privileges by dissenting from its application within that province.

In this case, the Legislature of the province would have to express its dissent by adopting a Resolution supported by a majority of the total number of members of the Assembly. Such a procedure is commonly designated an "opting-out" provision.



AMENDING FORMULA

EXPLANATORY NOTES

cont. of (2)

A province wishing to use this "opting-out" procedure must do so before the proclamation making the amendment is issued. Also the opting-out provision applies only where the proposed amendment derogates from, or diminishes, the legislative powers, proprietary rights or any other rights and privileges of the Legislature or government of a province. Proprietary rights includes natural resources and assets. Broadly speaking, those powers, rights and privileges are assigned to the provinces by sections 92, 93 and 109 of the British North America Act.

In summary, no single province should be able to block an amendment desired by at least seven other provinces and the federal government. Conversely, that particular province would not be required to have this kind of amendment apply to it if it found the amendment to be unacceptable.

2. (1) No proclamation shall issue under section 1 before the expiry of one year from the date of the passage of the resolution initiating the amendment procedure, unless the Legislative Assembly of every province has previously adopted a resolution of assent or dissent.
- (2) No proclamation shall issue under section 1 after the expiry of three years from the date of the passage of the resolution initiating the amendment procedure.

- 2.. (1) This provision ensures that a proposed amendment cannot come into force before one year has expired from the time of initiation unless all provinces have expressed their views by resolution prior to that time, and the necessary consents have been obtained. Thus, no amendment can be made until all Legislatures have had an opportunity to debate the proposed amendment.
- (2) This provision ensures that a proposed amendment must gain the requisite level of support within a reasonable length of time from initiation or it will lapse.

AMENDING FORMULA

- (3) Subject to this section, the Government of Canada shall advise the Governor General to issue a proclamation forthwith upon the passage of the requisite resolutions under this Part.

In the event that a province dissents from an amendment conferring legislative jurisdiction on Parliament, the Government of Canada shall provide reasonable compensation to the government of that province, taking into account the per capita costs to exercise that jurisdiction in the provinces which have approved the amendment.

Amendments to the Constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, of the provinces, including any alteration to boundaries between provinces or the use of the English or the French language within that province may be made only by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada when so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and the Legislative Assembly of every province to which the amendment applies.

EXPLANATORY NOTES

- (3) This provision ensures that a proposed amendment, enjoying the requisite level of support, is proclaimed.

3. If a province dissents under section 1(2) from a constitutional amendment that confers legislative jurisdiction on Parliament, then this provision requires the Government of Canada to provide reasonable compensation to the government of that province. Such compensation would take into account the per capita costs incurred by the federal government in those provinces where the federal jurisdiction is exercised.

This provision is designed to prevent a taxpayer, resident in a province to which the amendment does not apply, from paying twice: first, in his or her federal tax bill, and second, to the province which continues to exercise the jurisdiction.

4. The purpose of this provision is to allow the Parliament of Canada and the Legislature of a province or provinces to amend the Constitution in relation to any provision that applies to one or more, but not all, of the provinces. Such an amendment would only require the approval of the provincial Legislatures affected and Parliament. Instances of matters falling within that category are, for example, the provisions of the Manitoba Act, the Terms of Union of Prince Edward Island and British Columbia, The Saskatchewan Act, The Alberta Act, and the Terms of Union with Newfoundland. This provision ensures that any such amendment has the consent of the affected province or provinces.

AMENDING FORMULA

EXPLANATORY NOTES

cont. of 4.

Alterations to boundaries between provinces would also be dealt with under this section and could be made by the approval of the Legislatures of those provinces affected and the Parliament of Canada.

Any amendments to the Constitution in relation to the use of the English or French language within a province could be made by resolution of the Legislature of the province affected and the federal Parliament. This provision would apply to those portions of section 133 of the B.N.A. Act which relate to the province of Quebec and those language provisions of the Manitoba Act which apply to Manitoba. This provision could make section 133 applicable to a province where it does not apply now but which wishes it to be applicable therein.

An amendment may be made without a resolution of the Senate authorizing the issue of the proclamation if, within one hundred and eighty days after the passage by the House of Commons of a resolution authorizing its issue, the Senate has not passed such a resolution and if, after the expiration of those one hundred and eighty days, the House of Commons again passed the resolution, but any period when Parliament is dissolved shall not be counted in computing the one hundred and eighty days.

5. Under this provision, the Senate of Canada will have only a suspensive veto over constitutional amendments. If the Senate refuses or fails to authorize the issue of a proclamation within one hundred and eighty days of the House of Commons passing a resolution authorizing its issue, the amendment may still proceed provided the matter is again submitted to and passed by the House of Commons.

(1) The procedures for amendment may be initiated by the Senate, by the House of Commons, or by the Legislative Assembly of a province.

6. (1) Self-explanatory.



AMENDING FORMULA

- (2) A resolution authorizing an amendment may be revoked at any time before the issue of a proclamation.
- (3) A resolution of dissent may be revoked at any time before or after the issue of a proclamation.

7. Subject to sections 9 and 10, Parliament may exclusively make laws amending the Constitution of Canada in relation to the executive government of Canada or the Senate and House of Commons.

8. Subject to section 9, the Legislature of each province may exclusively make laws amending the constitution of the province.

EXPLANATORY NOTES

(2) This section permits either of the Houses of Parliament or any Legislature to revoke an affirmative resolution before the proclamation implementing the proposed amendment is issued. However, once the proclamation is issued, an affirmative resolution may not be revoked.

(3) This provision allows a resolution disapproving a proposed amendment to be revoked at any time either before or after the issue of a proclamation. This is designed to allow provinces which have dissented from an amendment to revoke their dissent subsequently and be subject to the amendment.

7. This provision allows Parliament, acting alone, to amend those parts of the Constitution of Canada that relate solely to the operation of the executive government of Canada at the federal level or to the Senate or House of Commons. Some aspects of certain institutions important for maintaining the federal-provincial balance, such as the Senate and the Supreme Court, are excluded from this provision and are covered in sections 9 and 10. This provision is intended to replace section 91(1) of the B.N.A. Act.

8. This provision allows the Legislature of a province, acting alone, to amend the provincial Constitution and is intended to replace section 92(1) of the B.N.A. Act. Exceptions to this provision include the office of the Lieutenant-Governor.



AMENDING FORMULA

Amendments to the Constitution of Canada in relation to the following matters may be made only by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada when authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the Legislative Assemblies of all of the provinces:

- (a) the office of the Queen, of the Governor General or of the Lieutenant Governor;
- (b) the right of a province to a number of members in the House of Commons not less than the number of Senators representing the province at the time this provision comes into force;
- (c) the use of the English or French language except with respect to section 4;
- (d) the composition of the Supreme Court of Canada;
- (e) an amendment to any of the provisions of this Part.

EXPLANATORY NOTES

- 9. This section recognizes that some matters are of such fundamental importance that amendments in relation to them should require the consent of all the provincial Legislatures and Parliament.
  - (a) Self-explanatory.
  - (b) This clause relates to the protection provided to provinces under section 51 A of the B.N.A. Act.
  - (c) This clause would require any changes to the Constitution related to the use of the English or French language either within the institutions of the federal government or nationwide to require the unanimous approval of Parliament and all the Legislatures.
  - (d) This clause would ensure that the Supreme Court of Canada is comprised of judges a proportion of whom are drawn from the Bar or Bench of Quebec and are, therefore, trained in the civil law. Other aspects of the Supreme Court of Canada are dealt with in section 10.
  - (e) This clause provides that any amendment to the amending formula itself requires unanimous approval of Parliament and all of the provincial Legislatures.

AMENDING FORMULA

10. Amendments to the Constitution of Canada in relation to the following matters shall be made in accordance with the provisions of section 1 (1) of this Part and sections 1 (2) and 1 (3) shall not apply:

- (a) the principle of proportionate representation of the provinces in the House of Commons;
- (b) the powers of the Senate and the method of selection of members thereto;
- (c) the number of members by which a province is entitled to be represented in the Senate and the residence qualifications of Senators;
- (d) the Supreme Court of Canada, except with respect to clause (d) of section 9.
- (e) the extension of existing provinces into the Territories;
- (f) notwithstanding any other law or practice, the establishment of new provinces;
- (g) an amendment to any of the provisions of Part B.

EXPLANATORY NOTES

10. Amendments to the Constitution in respect of the matters listed in section 10 may be achieved if approved by 1) the House of Commons and Senate of Canada and 2) at least seven provinces having, in the aggregate, at least 50% of the total population of all the provinces according to the latest decennial census. The types of amendments listed in this section are not subject to provincial non-application and, therefore, apply nationwide.

- (a) Self-explanatory.
- (b) Self-explanatory.
- (c) Self-explanatory.
- (d) This clause refers to all amendments relating to the Supreme Court of Canada except the composition of the Court which is dealt with in section 9, clause (d). The Supreme Court of Canada is established by a law of Parliament under section 101 of the B.N.A. Act and not by the Constitution itself. This clause anticipates constitutional amendments relating to the Court. Such amendments would apply nationwide.
- (e) and (f) The alteration of boundaries between provinces is dealt with in section 4. The extension of existing provinces or the establishment of new provinces are dealt with in clauses (e) and (f).
- (g) This clause deals with amendments to the delegation of legislative authority provisions contained in Part B.

AMENDING FORMULA

1. A constitutional conference composed of the Prime Minister of Canada and the First Ministers of the provinces shall be convened by the Prime Minister of Canada within fifteen years of the enactment of this Part to review the provisions for the amendment of the Constitution of Canada.

EXPLANATORY NOTES

11. This section provides that the First Ministers of Canada shall meet within fifteen years to review the amending formula itself. This is a minimum requirement and does not preclude other constitutional conferences.

PART B

DELEGATION OF LEGISLATIVE AUTHORITY

EXPLANATORY NOTES

General Comments

Part B allows for the delegation of legislative authority from one order of government to the other, something which is not now provided for in the B.N.A. Act. Delegation of legislative authority would add considerable flexibility to Canada's constitutional arrangements and could reduce the duplication of administrative services.

This Part would permit the Parliament of Canada to consent to the making of a provincial law in an area of federal responsibility. Conversely, it would permit one or more provinces to consent to the making of a federal law in an area of provincial responsibility. There is also provision for the consents to relate to all laws in relation to a particular matter of jurisdiction, as distinct from a particular statute. In the event of delegation, financial compensation is payable to the governments exercising delegated power.

Delegation could conceivably be used to test the effect of transferring responsibility for a certain jurisdictional area before proceeding in a more general way through the amending formula itself. Finally, a delegation of power may be revoked upon two years' notice.



PART B

DELEGATION OF LEGISLATIVE AUTHORITY

. Notwithstanding anything in the Constitution of Canada, Parliament may make laws in relation to a matter coming within the legislative jurisdiction of a province, if prior to the enactment, the Legislature of at least one province has consented to the operation of such a statute in that province.

. A statute passed pursuant to section 1 shall not have effect in any province unless the Legislature of that province has consented to its operation.

. The Legislature of a province may make laws in the province in relation to a matter coming within the legislative jurisdiction of Parliament, if, prior to the enactment, Parliament has consented to the enactment of such a statute by the Legislature of that province.

. A consent given under this Part may relate to a specific statute or to all laws in relation to a particular matter.

. A consent given under this Part may be revoked upon giving two years' notice, and

(a) if the consent was given under section 1, any law made by Parliament to which the consent relates shall thereupon cease to have effect in the province revoking the consent, but the revocation of the consent does not affect the operation of that law in any other province;

EXPLANATORY NOTES

1. This section permits one or more provinces to consent to Parliament enacting a law in an area of provincial jurisdiction.
2. Statutes passed by the federal Parliament pursuant to section 1 only have effect in those provinces that have consented to their operation.
3. This is the converse of section 1. It permits Parliament to consent to one or more provinces enacting a law in an area of federal jurisdiction.
4. This section provides that the delegation may be in respect to either a whole matter of constitutional jurisdiction or merely a specific statute.
5. This section allows for the delegation of authority to be revoked provided two years' notice is given. After the two years, the law ceases to have force and effect within those jurisdictions that have revoked the consent. In the case of a delegation to the Parliament of Canada by several provinces, the federal law ceases to have effect only in those provinces which have revoked the consent.



DELEGATION OF LEGISLATIVE AUTHORITY

EXPLANATORY NOTES

(b) if the consent was given under section 3, any law made by the Legislature of a province to which the consent relates shall thereupon cease to have effect.

6. In the event of a delegation of legislative authority from Parliament to the Legislature of a province, the Government of Canada shall provide reasonable compensation to the government of that province, taking into account the per capita costs to exercise that jurisdiction.

6. and 7. These are reciprocal sections which would provide that the order of government that acquires the right to pass a law through the delegation process is entitled to be provided with reasonable compensation from the other order of government for the exercise of that jurisdiction. The definition of reasonable compensation must take into account the per capita costs of exercising that jurisdiction.

7. In the event of a delegation of legislative authority from the Legislature of a province to Parliament, the government of the province shall provide reasonable compensation to the Government of Canada, taking into account the per capita costs to exercise that jurisdiction.

UNAV  
YK =  
- 81051

CONSTITUTIONAL ACCORD  
CANADIAN PATRIATION PLAN

OTTAWA

April 16, 1981.





CONSTITUTIONAL ACCORD  
CANADIAN PATRIATION PLAN

WHEREAS Canada is a mature and independent country with a federal system of government,

AND WHEREAS the Parliament of the United Kingdom has retained, at the request of the Parliament of Canada and with the approval of the Provinces, residual power to amend certain parts of the British North America Acts upon receiving a proper request from Canada,

AND WHEREAS it is fitting and proper for the Constitution of Canada to be amendable in all respects by action taken wholly within Canada,

AND WHEREAS the full exercise of the sovereignty of Canada requires a Canadian amending procedure in keeping with the federal nature of Canada,

NOW THEREFORE, the Governments subscribing to this Accord agree as follows:

1. To patriate the Constitution of Canada by taking the necessary steps through the Parliament of Canada and the Legislatures of the Provinces;
2. To accept, as part of patriation, the amending formula attached to this Accord as the formula for making all future amendments to the Constitution of Canada;
3. To embark upon an intensive three-year period of constitutional renewal based on the new amending formula and without delay to determine an agenda following acceptance of this Accord; and





4. To discontinue court proceedings now pending in Canada relative to the proposed Joint Address on the Constitution now before Parliament.

The Canadian Patriation Plan is conditional upon the Government of Canada withdrawing the proposed Joint Address on the Constitution now before Parliament and subscribing to this Accord.

The Provinces of New Brunswick and Ontario are invited to sign this Accord.

Dated at Ottawa this 16th day of April, 1981.

Signed on behalf of the under-mentioned Governments, to be followed by ratification by the respective Legislatures or National Assembly.

ALBERTA

.....  
Peter Lougheed, Premier

BRITISH COLUMBIA

.....  
William R. Bennett, Premier

MANITOBA

.....  
Sterling R. Lyon, Premier

NEWFOUNDLAND

.....  
Brian A. Peckford, Premier



NOVA SCOTIA

.....  
John M. Buchanan, Premier

PRINCE EDWARD ISLAND

.....  
J. Angus MacLean, Premier

QUÉBEC

.....  
René Lévesque, Premier

SASKATCHEWAN

.....  
Allan E. Blakeney, Premier

SIGNED ON BEHALF OF THE GOVERNMENTS OF:

NEW BRUNSWICK

.....  
Richard B. Hatfield, Premier

ONTARIO

.....  
William G. Davis, Premier

ACCEPTED ON BEHALF OF THE GOVERNMENT OF CANADA:

.....  
Pierre E. Trudeau, Prime Minister



CAI  
YX 2  
-81051

NEWS RELEASE

April 16, 1981

Ottawa - Premiers from eight Canadian provinces today signed a new and historic Canadian patriation plan including an amending formula for the constitution.

Alberta, British Columbia, Manitoba, Newfoundland, Nova Scotia, Prince Edward Island, Quebec and Saskatchewan were signatories to the "Constitutional Accord: Canadian Patriation Plan".

It calls for patriation of the constitution and, as part of the patriation plan, acceptance of an amending formula that would ensure all future amendments are made in Canada.

In the constitutional accord the signing provinces agree to:

- \* patriate rapidly the Constitution of Canada;
- \* adopt a new amending formula for the Canadian Constitution;
- \* enter into intensive constitutional negotiations during a three-year period based on the new amending formula; and
- \* discontinue all court action on this matter.

The Canadian patriation plan is conditional upon the Government of Canada withdrawing the proposed joint address on the constitution.

Under the Canadian patriation plan the United Kingdom parliament would end its trusteeship over the British North America Act without damaging its historically fine relationship with Canada.

(more)







The new amending formula combines flexibility and stability; this is a principal feature of the accord.

Under the formula, all amendments to the constitution must have approval of the Canadian parliament, except those related to the internal constitution of a province.

Most amendments would require legislative approval of two-thirds of the provinces (seven) representing at least 50 per cent of the population of the ten provinces. This establishes legal equality amongst all provinces.

When an amendment diminishes a province's rights, privileges, or powers, an individual province may choose to retain these rights, privileges and powers by obtaining the approval of a majority vote of the total number of members of its legislature; and such a province would then receive adequate financial compensation.

For a limited number of important matters including those relating to the Crown, parliamentary representation, language and the composition of the Supreme Court, the consent of all provincial legislatures would be required.

This amending formula is demonstrably preferable for all Canadians to that proposed by the federal government because it:

- \* recognizes the equality of provinces within Canada.
- \* avoids the need for a referendum to choose an amending formula or as a method of amending the constitution.
- \* removes the absolute veto power that the federal government proposes to give the senate over constitutional reform, including senate reform.

(more)



The premiers agreed that together with the federal government an agenda for constitutional change could be immediately drawn up. This would include all the subjects that were discussed during last summer's constitutional conferences.

The eight premiers pointed out that their agreement on the Canadian constitution shows clearly and positively that significant constitutional progress is possible when all parties approach the issue with sincerity and goodwill.

The premiers are prepared to go forward with this plan before their respective Legislatures upon acceptance by the Prime Minister of Canada.

By working together, the federal and provincial governments now have an opportunity to make a modern, made-in-Canada constitution, the premiers said.

Details of the accord and amending formula are being sent simultaneously to the prime minister and the premiers of Ontario and New Brunswick for their active consideration.

The eight premiers are now waiting for the prime minister to call a constitutional conference.





CA1  
YX2  
-81151

STATEMENT

BY

HONOURABLE J. ANGUS MACLEAN, P.C., D.F.C., M.L.A.  
PREMIER OF PRINCE EDWARD ISLAND

ON

THE OCCASION OF THE SIGNING OF THE  
CONSTITUTIONAL ACCORD

OTTAWA

APRIL 16, 1981



MR. CHAIRMAN AND FELLOW PREMIERS:

IN THE COURSE OF OUR NATIONAL LIFE WE HAVE ARRIVED AT A CROSSROADS.

THE ISSUE AT STAKE IS THE FUTURE OF FEDERALISM, AND THE QUESTION OF HOW THIS COUNTRY OUGHT TO FUNCTION.

IN THE MIDST OF THE CONTROVERSY OF RECENT MONTHS THERE IS A DANGER THAT CANADIANS MIGHT LOSE SIGHT OF THE CENTRAL POINT. THAT POINT IS THAT THE PRESENT COURSE OF ACTION BY THE FEDERAL GOVERNMENT IS A DENIAL OF THE FEDERAL PRINCIPLE. IT TREATS CANADA AS THOUGH IT WERE AN ASSOCIATION OF INDIVIDUALS, RATHER THAN AN ASSOCIATION OF PROVINCES -- EACH OF WHICH IS SOVEREIGN WITHIN ITS OWN JURISDICTION.

CANADA IS NOT A MONOLITH. IT IS NOT SIMPLY A LARGER VERSION OF PRE-CONFEDERATION CANADA, BUT A PARTNERSHIP OF NEIGHBOURS. EACH OF THESE PARTNERS CAME FREELY INTO THE CONFEDERATION WITH THE UNDERSTANDING THAT ITS INTEGRITY AND UNIQUENESS WOULD BE RESPECTED AND SAFEGUARDED WITHIN THE UNION. THAT UNDERSTANDING IS AT THE HEART OF OUR NATIONAL LIFE. IF IT IS HARMED, CANADA, AS WE HAVE KNOWN IT, IS HARMED.

AT THIS CRITICAL JUNCTURE IN OUR HISTORY, THE FEDERAL GOVERNMENT SEEMS PREPARED TO ABANDON THE PROCESSES OF FEDERALISM AND TO INITIATE A NEW WAY OF DOING THINGS IN CANADA. WE ARE TOLD THAT "TIME IS RUNNING OUT", THAT "AGREEMENT IS IMPOSSIBLE", THAT "THE ONLY COURSE OPEN TO CANADIANS IS THE ONE BEING PROMOTED BY THE FEDERAL GOVERNMENT".





MOST CANADIANS DO NOT BELIEVE THOSE STATEMENTS - NOR DO I.

AGREEMENT IS NOT IMPOSSIBLE. FEDERALISM IS NOT AN IMPASSE FROM WHICH WE MUST ALL BE RESCUED BY THE FEDERAL GOVERNMENT ACTING ON ITS OWN.

OUR PRESENCE HERE TODAY DEMONSTRATES THAT THE ROAD OF CONSENSUS IS STILL OPEN AND PASSABLE. IT IS EVIDENCE THAT CANADIANS FROM EAST AND WEST, FROM PROVINCES LARGE AND SMALL, ARE ABLE TO SURMOUNT THEIR DIFFERENCES AND TO WORK TOGETHER IN A FASHION WHICH AVOIDS CONFRONTATION, AND PROMOTES UNITY THROUGHOUT THE LAND.

IT IS MY FERVENT HOPE THAT THE SIGNING OF THIS ACCORD WILL LEAD TO THE RESUMPTION OF NEGOTIATIONS IN GOODWILL BETWEEN THE PROVINCES AND THE FEDERAL GOVERNMENT; AND THAT IT WILL MARK THE BEGINNING OF A CONSTRUCTIVE PROCESS OF RESTORATION AND RENEWAL.



PEI GOVT CHTN

ACTH033

WANZ863 434 FF RX

CRT Winnipeg Man 18 1540

THE HONOURABLE J ANGUS MACLEAN PREMIER OF PEI  
PROVINCE BUILDING CHTOWN

BT

URGENT: TO BE DELIVERED TO PREMIER OR SENIOR OFFICIAL IN HIS OFFICE.  
THE FOLLOWING IS A NEWS RELEASE ISSUED TODAY (SATURDAY) AT A NEWS  
CONFERENCE CONCERNING GAZETTE STORY.

#### LYON DEMANDS GAZETTE RETRACTION

PREMIER STERLING LYON TODAY DEMANDED AN IMMEDIATE RETRACTION AND APOLOGY FROM THE MONTREAL GAZETTE FOR WHAT HE TERMS "A PARTICULARLY DAMAGING AND FALSE STORY" RELATED TO THE CONSTITUTIONAL TALKS.

IN A TELEGRAM SENT SATURDAY MORNING TO THE GAZETTE, THE PREMIER STATED, "YOUR STORY ALLEGING THAT THE PREMIERS OF QUEBEC AND MANITOBA CONSPIRED TO STOP THE OTHER PREMIERS FROM ACCEPTING THE FEDERAL CONSTITUTIONAL PACKAGE IS TOTALLY UNTRUE.

"IT IS MALICIOUSLY DAMAGING TO THE FIRST MAJORITY ACCORD ON THE CONSTITUTION REACHED IN THE LIFETIME OF MOST CANADIANS.

"WITHOUT LIMITING ANY RIGHTS THAT I OR ANY OF THE OTHER PREMIERS AFFECTED HAVE, I DEMAND AN IMMEDIATE RETRACTION AND APOLOGY."

PREMIER LYON SAID THE STORY "IS THE MOST MALICIOUS AND BLATANT EXAMPLE OF NEWS MANIPULATION I HAVE SEEN IN A LONG TIME. FURTHERMORE, NOT ONE PREMIER, TO MY KNOWLEDGE, WAS ASKED ABOUT THIS LIE BEFORE IT WENT TO PRESS.

"I HAVE TO WONDER TO WHAT DEGREE SOME PEOPLE WILL STOOP TO DENIGRATE THE PROVINCES' STAND ON CONSTITUTIONAL REFORM." HE TOLD A SATURDAY AFTERNOON NEWS CONFERENCE.

PREMIER LYON SAID ONE ONLY HAS TO LOOK AT CONSTITUTIONAL BROCHURES FROM THE GOVERNMENTS INVOLVED, AND LISTEN TO WHAT THE PREMIERS HAVE BEEN SAYING, TO KNOW THERE IS FUNDAMENTAL OPPOSITION TO NOT ONLY THE CHARTER BUT THE METHOD BY WHICH THE FEDERAL GOVERNMENT INTENDS TO ENTRENCH IT.

"WE ARE DETERMINED TO PREVENT UNILATERAL ACTION," SAID MR. LYON. WE ARE DETERMINED AND UNITED IN OUR EFFORTS TO STOP CHANGES TO OUR CONSTITUTION BEING IMPOSED ON US."

EIGHT PREMIERS SIGNED AN ACCORD IN OTTAWA LAST THURSDAY CALLING FOR PATRIATION OF THE CONSTITUTION WITH AN AMENDING FORMULA. THE ACCORD PROVIDES FOR INTENSIVE CONSTITUTIONAL TALKS TO FOLLOW PATRIATION.

"GIVEN THERE IS THIS AGREEMENT, THIS ACCORD," SAID MR. LYON, "I AM VERY CONCERNED FOR OUR COUNTRY WHEN PEOPLE DELIBERATELY SET OUT TO SCUTTLE THE ONE NEW STEP THAT CAN LEAD TO THE EFFECTIVE RESOLUTION OF THE CONSTITUTIONAL ISSUE."

PREMIER LYON SAID IT IS HURTFUL AND WRONG BECAUSE IT DIMINISHES AN IMPORTANT CONSTITUTIONAL STEP FORWARD, WHERE, FOR THE FIRST TIME, PREMIERS FROM EIGHT PROVINCES, FROM EVERY POLITICAL STRIPE REPRESENTING EVERY REGION AND MAJORITY OF CANADA'S POPULATION, HAVE REACHED AN ACCORD WHICH CAN BREAK THE CONSTITUTIONAL LOGJAM THAT HAS BEEN SO CRIPPLING TO OUR NATION."

THE PREMIER SAID HE HAD INFORMED THE OFFICES OF THE OTHER SEVEN PREMIERS ABOUT THIS MOST DESTRUCTIVE STEP AIMED TO SCUTTLE THE EFFORTS OF THE PREMIERS IN WORKING FOR A MADE IN CANADA CONSTITUTION.

-30-

BEST WISHES

STERLING LYON

PEI GOVT CHTN









# ACCORD CONSTITUTIONNEL

Projet canadien de  
rapatriement de la  
Constitution

le 16 avril 1981  
Ottawa